

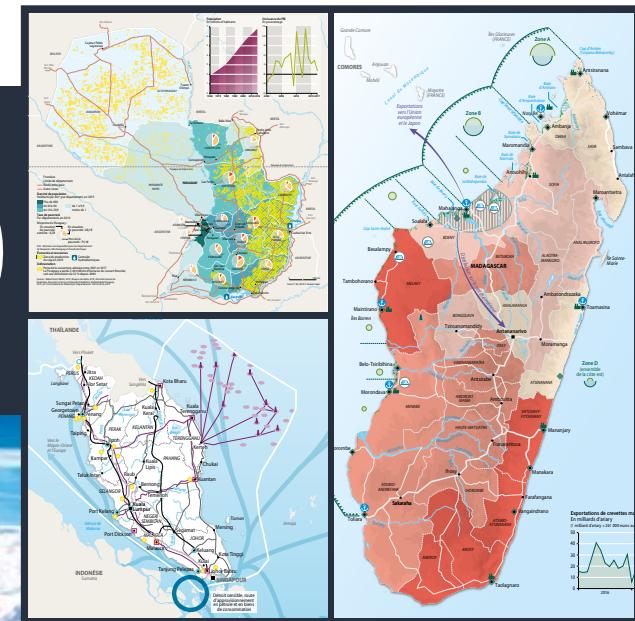
AVORTEMENT UN ACCÈS À L'IVG INÉGAL DANS LE MONDE

CARTO n°49

# CARTO

LE MONDE EN CARTES

NUMÉRO 49 • SEPTEMBRE-OCTOBRE 2018



ÉTATS-UNIS  
FEMMES EN POLITIQUE  
ÉCONOMIE  
LES IMMIGRÉS EN EUROPE  
PREMIÈRE GUERRE MONDIALE  
1918, ANNÉE DÉCISIVE

QUELS TERRITOIRES D'ICI À 2050 ?

LA FRANCE DE DEMAIN



WWW.ARETOON24.NEWS



## L'ACTUALITÉ VUE PAR LES CARTES

### EUROPE

- Les pays nordiques : (dés)union septentrionale p.26  
La « République de Macédoine du Nord » est née p.29  
L'immigration, un atout pour l'Europe p.30

### AMÉRIQUES

- Les femmes à l'assaut de la politique aux États-Unis p.32  
Le Paraguay : un pays face à la pauvreté et à la corruption p.34

### ASIE-OCÉANIE

- Corée : la paix est-elle enfin possible ? p.36  
Malaisie : révolution politique au royaume de la stabilité ? p.38  
Chine : des inégalités sociales persistantes p.40

CARTE  
DETACHABLE

### ENJEUX INTERNATIONAUX

- Avortement : un droit encore soumis aux restrictions p.41

### AFRIQUE

- Maurice : petit miracle dans l'océan Indien ? p.45  
L'Éthiopie d'Abiy Ahmed, un espoir pour demain ? p.46

### MOYEN-ORIENT

- Socotra, entre guerre au Yémen et ambitions émiraties p.48  
Kirkouk, territoire stratégique du nord de l'Irak p.50  
Jordanie : crise sociale sur fond de guerre syrienne p.52

### UNE BALADE POUR LA PAIX ?

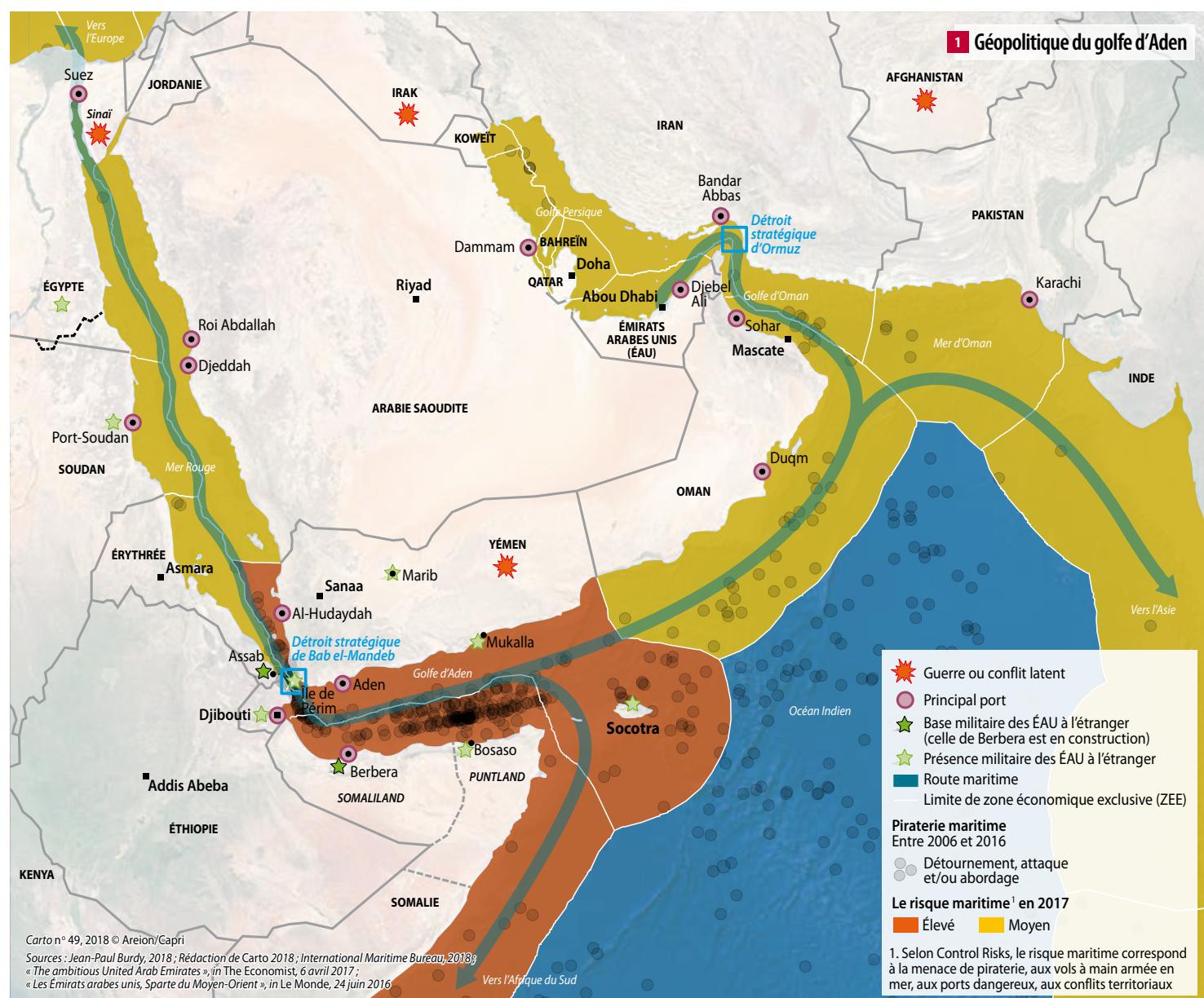
Les dirigeants sud-coréen (à droite) et nord-coréen se sont rencontrés dans la zone démilitarisée de Panmunjeom, le 26 mai 2018.  
(© AFP/The Blue House)





# Socotra, entre guerre au Yémen et ambitions émiraties

Plusieurs îles de l'océan Indien sont utilisées comme bases militaires : Diego Garcia, dans l'archipel britannique des Chagos, louée aux Américains, Masirah, au large d'Oman, utilisée par les Américains et les Britanniques, et Socotra, investie par les Émirats arabes unis dans le contexte de la guerre au Yémen. Archipel isolé et riche de 700 espèces végétales uniques au monde, Socotra voit son équilibre menacé par les ambitions d'Abou Dhabi.



**D**environ 3600 kilomètres carrés et 60 000 habitants, Socotra est l'île principale d'un archipel situé à 350 kilomètres des côtes du Yémen. Dans un environnement hostile (vents violents, tempêtes de sable, cyclones de mousson, températures annuelles comprises entre 20 et 40 °C), les ressources sont limitées : la pêche, l'élevage de chèvres, la production d'un miel réputé et d'encens ; un tourisme (à l'arrêt) de découverte d'une biodiversité végétale et animale inscrite au patrimoine mondial par l'UNESCO. Sans port naturel, l'accès maritime est malcommode, et l'aéroport de Hadiboh (la ville principale avec quelque 10 000 résidents), ouvert en 1999, n'accueille plus de vols civils depuis le début de l'intervention saoudienne en mars 2015. Dès lors, l'émigration de travail vers les monarchies de la péninsule Arabique est vitale.

### UN LIEU STRATÉGIQUE

C'est la localisation de Socotra qui lui a valu l'intérêt précoce de visiteurs étrangers. Située à proximité du golfe d'Aden, de la Corne de l'Afrique et de la mer Rouge, l'île a été une escale sur les routes maritimes de la soie, des épices, des esclaves et des pirates. Elle a vu passer les boutres reliant Mascate à Zanzibar, les navires portugais, hollandais et britanniques en route vers les Indes orientales, des missionnaires chrétiens et des prêcheurs wahhabites. Socotra dépend historiquement du sultanat Mahra (1886-1967), sur la côte sud de la péninsule Arabique, et du protectorat britannique d'Aden (1874-1963). En 1967, l'archipel est rattaché à la République démocratique populaire du Yémen (1967-1990), liée à l'URSS. Les Soviétiques y installent un poste de radiocommunication. Depuis les années 2000, dépendant d'un État affaibli (le Yémen) et proche d'un État failli (la Somalie), Socotra est au cœur d'une zone de piraterie maritime. Elle n'est guère concernée par l'agitation politique interne du Yémen depuis 2011. En 2015, les Émirats arabes unis apportent une aide humanitaire après le passage de deux cyclones : ils construisent à Hadiboh un dispensaire, quelques logements, le premier supermarché, et installent un réseau de téléphonie mobile.

L'opération « Tempête décisive » est déclenchée le 25 mars 2015 contre les rebelles yéménites houthistes par les Saoudiens dans le nord et



dans l'est, par les Émiratis dans le sud. À Aden s'affrontent les partisans du président yéménite, Abd Rabbu Mansour Hadi (depuis 2012), ses adversaires pro-Houthis, des djihadistes liés à Al-Qaïda et des séparatistes qui travaillent à un retour à l'indépendance des provinces du sud, d'Aden à Marib. C'est dans ce contexte que la présence militaire émiratie s'affirme à Socotra. En 2016, Abou Dhabi y positionne des avions et un contingent militaire : l'île est utilisée comme terrain d'entraînement pour les opérations terrestres au Yémen. Le port de Hadiboh est agrandi par les Émiratis, qui auraient procédé en 2017 à un recensement de la population, dont on ne connaît pas les résultats. Une propagande murale avec drapeaux et slogans chante l'« amitié » entre le Yémen et les Émirats arabes unis.

### UNE NOUVELLE COLONISATION ?

Une rumeur court avec insistance : le président Hadi aurait secrètement accordé aux Émiratis un bail de 99 ans sur Socotra. Des forces politiques locales accusent alors les occupants de pratiquer le clientélisme, de piller la flore arbustive protégée et d'avoir des visées hégémoniques – le recensement pouvant préfigurer un référendum sur la souveraineté de l'archipel. En juin 2017, Abd Rabbu Mansour Hadi limoge le gouverneur de Socotra, Salem Abdullah al-Socotri, rallié au Conseil de transition du Sud (CTS), qui représente à Aden un courant sécessionniste sud-yéménite encouragé par Abou Dhabi. La tension monte au printemps 2018. Le 30 avril, les gros porteurs des

Émirats arabes unis débarquent des chars, des transports de troupes, de l'artillerie et des fantassins, qui prennent le contrôle de l'aéroport et du port. Présent sur l'île, le Premier ministre yéménite, Ahmed ben Dagher (depuis 2016), dénonce « une action émiratie non négociée » au mépris de « la pleine souveraineté du gouvernement ». Deux manifestations parcourrent Hadiboh : la première brandit drapeaux yéménites et portraits du président Hadi, et conspue les manœuvres émiriates ; l'autre, appelée par les séparatistes du CTS, lève les drapeaux des Émirats arabes unis et des séparatistes sud-yéménites. Les Saoudiens donnent alors de la voix et parrainent en urgence un accord. Cette crise du printemps 2018 confirme deux réalités autour de la guerre au Yémen : la montée en puissance d'un séparatisme sud-yéménite qui pourrait déboucher sur un retour à la division du pays et le développement d'un impérialisme régional émirati. Les Émirats arabes unis sont déjà présents à Berbera (Somaliland), Bosaso (Puntland), sur l'île yéménite de Périm (dans le détroit de Bab el-Mandeb), à Marib et à Mukalla, à Djibouti, en Égypte, dans le port et sur l'aéroport d'Assab (Érythrée) et à Port-Soudan (Soudan). Autant de points d'appui qui suscitent l'inquiétude discrète du sultanat d'Oman et des dénonciations explicites par le Qatar et l'Iran. La politique d'influence des Émirats arabes unis ne passe plus seulement par le commerce international et le *soft power* culturel : le *hard power* fait aussi partie de la panoplie émiratie. ■

J.-P. BURDY

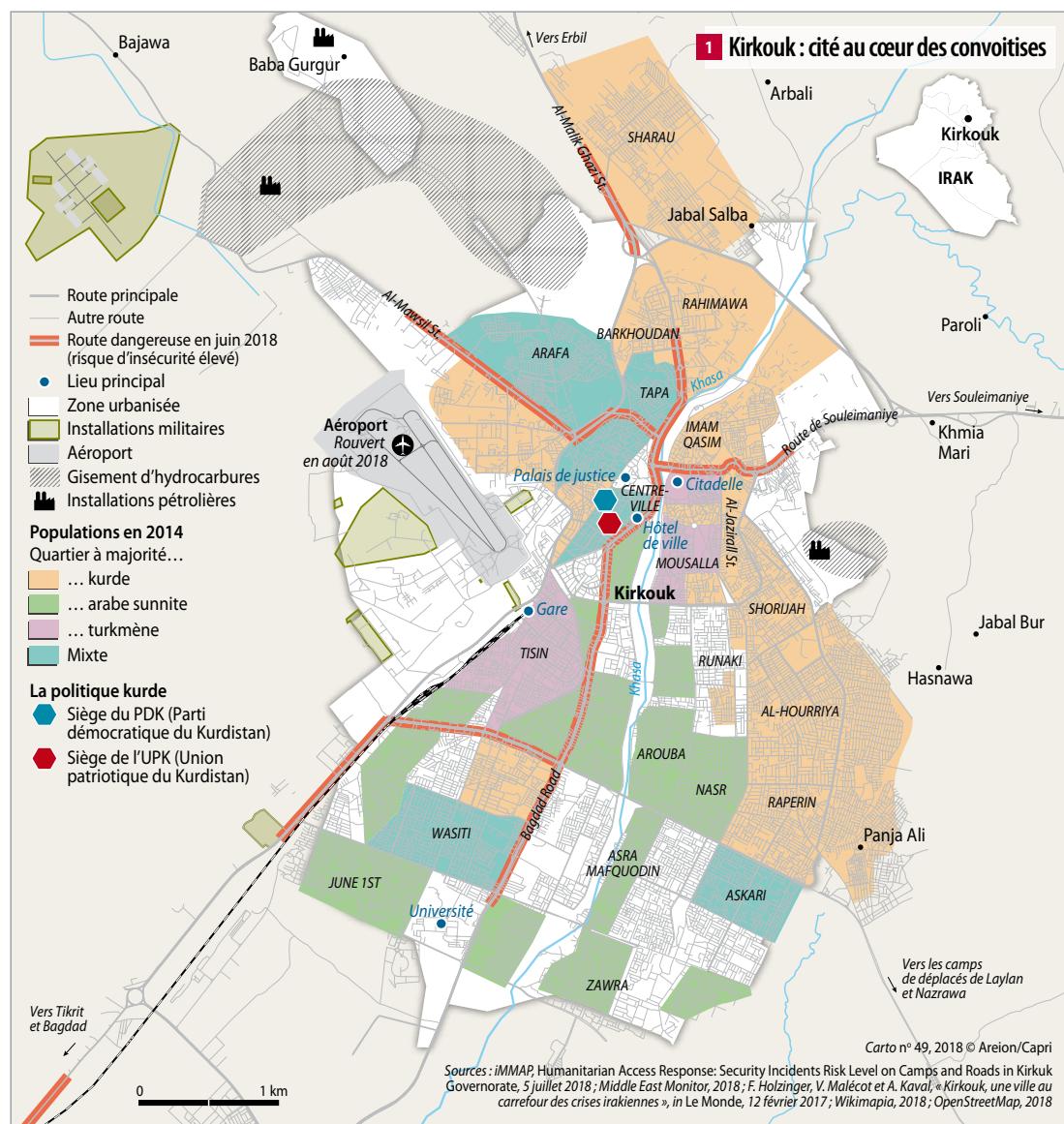
# Kirkouk, territoire stratégique du nord de l'Irak

Cité multiculturelle située entre Mossoul, Erbil, Souleimaniye et Tikrit, symbole pour les Kurdes, Kirkouk est au centre des convoitises du nord-est de l'Irak. C'est là que convergent les différents acteurs locaux cherchant à asseoir leur autorité sur les hommes et les richesses fossiles, soutenus par les puissances régionales et internationales.

**A** la fin de la Première Guerre mondiale, le *vilayet* de Mossoul, comprenant Kirkouk, fut détaché de l'Empire ottoman contre la volonté de la jeune République turque. Les Kurdes, pour qui la ville fait partie

de leur territoire, s'étaient vus promettre un État, mais il n'incluait pas Kirkouk et n'a pas vu le jour. Les chrétiens assyro-chaldéens avaient également revendiqué un État l'incluant. Enfin, les Turkmènes – issus de différentes migrations

seldjoukides ou ottomanes et subdivisés entre sunnites et chiites – étaient favorables au rattachement à la Turquie, mais acceptèrent le transfert de la région à l'Irak à condition que leur spécificité soit reconnue. En 1926, Kirkouk et sa région furent donc attribués juridiquement par la Société des Nations (SDN) au royaume irakien, sous mandat britannique (1920-1932) et dirigé par Fayçal I<sup>er</sup> (1921-1933), monarque arabe sunnite. Pour faire admettre cela à son voisin, l'Irak consentit à reverser 10 % de royalties pétrolières à la Turquie.



## TROUBLES POSTINDÉPENDANCE

Après l'indépendance, en 1932, Kirkouk ne fut pas épargnée. La communauté juive quitta la ville en 1950-1951, marquée par le pogrom de Bagdad en 1941 et la première guerre israélo-arabe (1948-1949). Puis, à la suite du coup d'État du général Abdul Karim Qasim, en 1958, ce sont les Turkmènes de Kirkouk qui subirent un massacre. Deux ans plus tard, les Kurdes se révoltèrent pour obtenir leur autonomie. Et c'est le statut de Kirkouk qui fut à l'origine de l'effondrement d'une tentative d'accord entre les Kurdes et Bagdad, en 1974.

Le régime de Saddam Hussein (1979-2003) lança une politique d'arabisation visant Kurdes, Assyriens et Turkmènes. La guerre Iran-Irak (1980-1988) a ensuite donné lieu à une funeste instrumentalisation des deux grands mouvements kurdes antagoniques : le Parti

démocratique du Kurdistan (PDK) et l'Union patriotique du Kurdistan (UPK). Kirkouk a alors été victime de l'*« Anfal »*, politique d'éradication des Kurdes lancée en 1988 par Bagdad. Profitant de la guerre du Golfe de 1991, ils ont tenté de prendre la ville, mais n'ont pas pu la tenir et une nouvelle politique d'arabisation a été imposée.

À la suite de l'intervention américano-britannique de 2003, la loi administrative transitionnelle puis la Constitution irakienne de 2005 ont mentionné le recours à un référendum sur la gouvernance des « territoires disputés », dont Kirkouk, avant fin 2007, à l'issue d'une période dite de « normalisation », devant permettre aux Kurdes de revenir. Mais le référendum a été repoussé par le Premier ministre chiite Nouri al-Maliki (2006-2014), avec le blanc-seing de Téhéran, Ankara et Washington. La guerre civile irakienne finissant, les troubles ont toutefois perduré à Kirkouk jusqu'à l'émergence de l'organisation de l'État islamique (EI ou Daech) en 2014. Les forces kurdes ont alors pris le contrôle de la ville à la suite de la retraite des forces irakiennes et l'ont tenue, appuyées par la coalition internationale. Les Kurdes ont demandé des négociations

à Bagdad, qui a repoussé l'échéance. Un référendum sur l'indépendance d'un Kurdistan qui inclurait Kirkouk a donc été organisé, mais a été rejeté par le gouvernement qui a repris la ville par la force en octobre 2017, appuyé par l'Iran et la Turquie, ceux-ci craignant que cela ne renforce les mouvements kurdes chez eux. Mais le retour de l'autorité de Bagdad n'a été que relatif.

#### RETOUR AU STATU QUO ?

Arrivées avec l'armée irakienne, les milices chiites pro-iraniennes en ont profité pour s'implanter à Kirkouk. Majoritairement arabes, elles ont mobilisé des éléments turkmènes chiites afin de se faire accepter par cette communauté importante. Mais leur présence sape *de facto* l'autorité officielle.

C'est dans ce climat délétère que l'EI, revenu à la clandestinité, procède à de nombreuses attaques dans la région et empêche toute stabilisation. Avec la province de Diyala, celle de Kirkouk est devenue son terrain d'action privilégié, ce qui fait perdurer les opérations militaires. Et les forces de sécurité irakiennes n'ont eu d'autre choix que de coopérer avec les *peshmerga* kurdes, appelés en renfort contre Daech, car les forces antiterroristes et la Neuvième division ont été dépêchées dans le sud du pays, à Bassora, en raison des émeutes sociales qui s'y déroulent en juillet-août 2018.

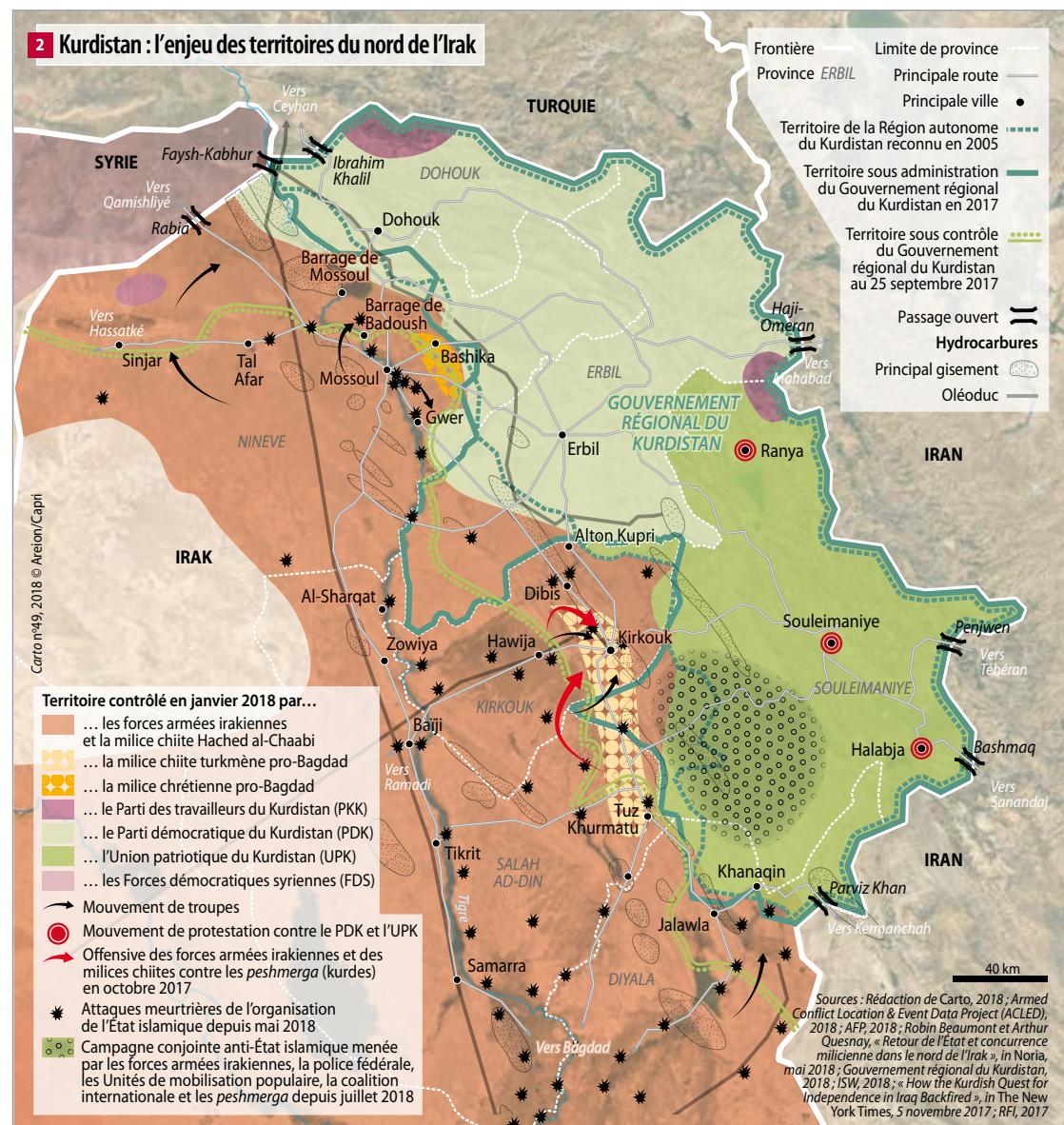
Par ailleurs, un nouveau groupe est apparu dans la région, les White Flags, constitué de miliciens kurdes indépendants et d'anciens de l'EI, tentant de faire notamment de la

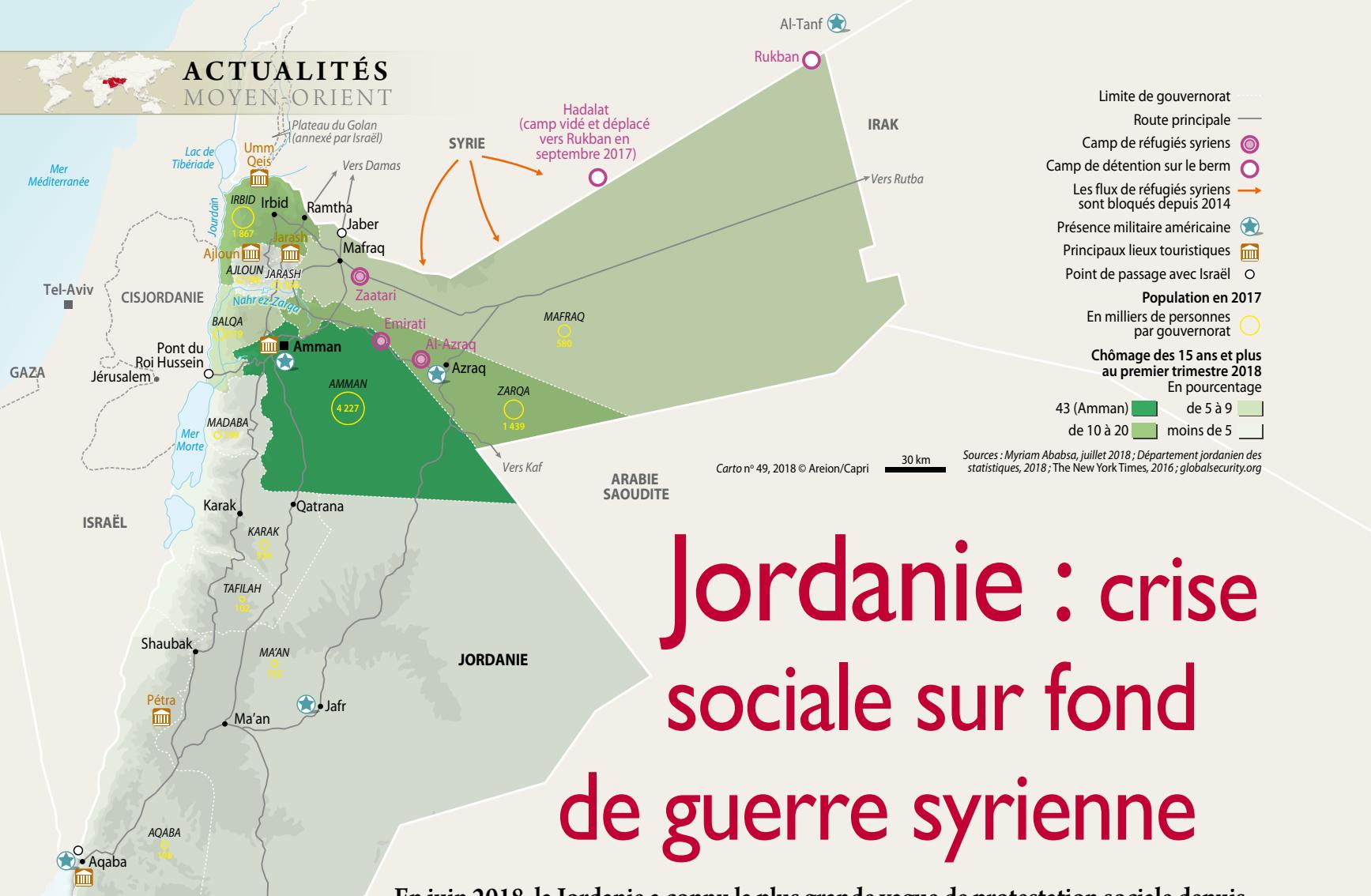
contrebande de pétrole. Ils évoluent dans les monts Hamrin et dans d'autres zones autour de Kirkouk. Bagdad reproche aux Kurdes de ne rien faire contre eux.

La présence des milices chiites fait craindre aux Kurdes, dont les leaders sont contestés après la perte de la ville, qu'un nouveau mouvement d'arabisation soit à l'œuvre. Quant à la Turquie, elle avait certes soutenu la reprise de Kirkouk par Bagdad, mais pas au prix d'un alignement pro-iranien.

En l'absence de stabilisation réelle, de concertation inclusive ou d'autodétermination, les rapports de force locaux et régionaux pérennissent ainsi l'instabilité de Kirkouk, région hautement stratégique et symbole multiculturelle de l'Irak. ●

J. THÉRON





# Jordanie : crise sociale sur fond de guerre syrienne

En juin 2018, la Jordanie a connu la plus grande vague de protestation sociale depuis novembre 2012 ; les manifestants s'opposaient à la réforme de l'impôt sur le revenu des particuliers et des entreprises. Cette crise constitue une menace intérieure pour la stabilité nationale dans un contexte économique risqué et de tensions régionales croissantes.

**D**épourvue de ressources naturelles, confrontée à un chômage structurel, la Jordanie traverse une crise économique et sociale. La croissance est au ralenti, les revenus du tourisme sont en baisse. Le taux de chômage atteint 18,5 % en 2017, contre 14 % en 2011. Il touche les jeunes, les diplômés de l'enseignement supérieur, mais surtout les femmes ; la pauvreté est estimée à plus de 20 % de la population. Les remises de fonds des expatriés dans le Golfe sont en réduction de 10 % depuis 2000, s'élevant à 8 % du PIB, avec 3,3 milliards de dollars en 2017. Les exportations vers l'Irak, important partenaire commercial, n'ont repris que timidement depuis la réouverture de la route vers Bagdad en août 2017. Les routes commerciales vers la Syrie et la Turquie sont fermées, tandis que les monarchies du Golfe ont réduit leurs échanges. Le déficit public atteint 95 % du PIB en 2017. Cette envolée est justifiée par le gouvernement par la pression que font peser les réfugiés syriens (666 596 au 24 juin 2018, selon l'ONU) sur les services. Ils coûteraient 18 % du PIB.

## GRÈVE GÉNÉRALE

Dans ce contexte, l'exécutif a annoncé en mai 2018 une réforme de l'imposition sur les revenus pour les particuliers gagnant plus de 666 dinars (793 euros) par mois (soit 27 % de la population, les classes moyennes et supérieures) qui, auparavant, étaient exemptés de l'impôt (qui commençait à plus de 1 333 dinars). Le maximal sur les sociétés a été augmenté de 20 à 40 %. L'ensemble des entreprises informelles a été invité à se déclarer en payant 100 dinars (119 euros) par an, dans un pays où la taille du secteur informel est évaluée à 26 % du PIB, selon le Fonds monétaire international. Une grève générale a été suivie le 4 juin dans tout le pays, et des milliers de manifestants se sont réunis tous les soirs pendant une semaine devant le siège du Premier ministre. Le roi Abdallah II (depuis 1999) a suspendu les décisions de réforme fiscale et remplacé, le 5 juin 2018, le Premier ministre, Hani Moulki, par Omar Razzaz, ancien ministre de l'Éducation. Devant cette menace pour la stabilité politique

du royaume hachémite, l'Arabie saoudite, les Emirats arabes unis et le Koweït ont accordé une aide de 2,5 milliards de dollars à la Jordanie, et le Qatar a promis 500 millions. Au début du « printemps arabe », le Conseil de coopération du Golfe (CCG) s'était engagé à débloquer 5 milliards d'aide financière sur cinq ans en soutien au budget national et en grands projets d'infrastructures. Doha n'avait, à l'époque, pas versé sa part. La Jordanie jouit par ailleurs d'une « rente géopolitique » en tant que signataire de la paix avec Israël en 1994 et terre d'accueil de 2,17 millions de réfugiés palestiniens. L'aide américaine militaire et financière au royaume a été augmentée en février 2018, passant à 1,275 milliard de dollars par an sur cinq ans contre 1 milliard en 2015-2017, dans un contexte de tensions à la frontière avec la Syrie. Cette somme a été accordée alors même que la Jordanie s'est fermement opposée au transfert de l'ambassade américaine de Tel-Aviv à Jérusalem en mai 2018, le roi étant le garant de la protection des lieux saints de la ville. ■

**M. ABABSA**